

Les subsides

J'imagine que les députés d'en face vont venir me dire tout ce que les Créditistes font de merveilleux dans ce coin-là du Canada. Comme j'aimerais qu'ils le fassent, monsieur le Président, parce que j'aurais grand plaisir à leur dire deux mots s'ils essayaient de prendre la défense de la politique créditiste.

Je vais maintenant tourner mes regards vers le parti conservateur, monsieur le Président. Neuf mois après l'élection, on aurait pu croire que le nouveau gouvernement conservateur ferait toutes sortes de choses pour la Colombie-Britannique. On voyait partout en Colombie-Britannique des conservateurs annoncer tout ce qu'ils allaient faire pour aider l'agriculture, l'exploitation forestière, la pêche, les petites entreprises. Les gens les ont crus, comme ils ont cru les créditistes quand ils ont dit qu'ils allaient créer des emplois et améliorer la situation économique. Donc, les créditistes ont adopté une politique de compression et de coupures. J'imagine que dans huit jours, quand le budget sera présenté à la Chambre, nous allons voir une réplique de cette approche insensée au développement de l'infrastructure économique du pays, qui devrait être solide et progressive.

Le gouvernement conservateur a promis un accord immédiat sur le reboisement. Moi et mes collègues du Nouveau parti démocratique, nous prenons la parole chaque semaine depuis le 1^{er} octobre pour demander au ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) ou au ministre d'État aux Forêts (M. Merrithew) où en est cet accord. Ils nous ont dit qu'il sera peut-être prêt la semaine prochaine ou le mois prochain.

M. Siddon: Il a été signé en novembre.

M. Riis: Le ministre dit qu'il a été signé en novembre. Comment peut-il dire cela sans sourire? Bon, il sourit. Il y a de quoi. Où est-ce qu'on plante des arbres, qu'on construit des routes, qu'on reboise?

M. Siddon: Patience!

M. Riis: Il m'exhorte à la patience. C'est le temps de planter, monsieur le Président. On ne plante pas des arbres en hiver ni à l'automne. Si cet accord n'est pas bientôt conclu, nous allons perdre des dizaines de milliers de jeunes plants, et une autre saison de plantation. Les planteurs d'arbres de ma circonscription ont apporté leurs contrats. Il est dit dans ces contrats que les travaux commencent après la signature de l'accord forestier avec le gouvernement fédéral. Il existe des milliers d'accords semblables en Colombie-Britannique, monsieur le Président. Tout le secteur du reboisement est prêt à créer des emplois et le gouvernement refuse de signer l'accord forestier nécessaire. Nous avons proposé qu'il se retire de l'accord général, si c'était là ce qui le retenait, mais il n'a pas voulu.

Le gouvernement avait dit qu'il financerait des activités additionnelles de recherche et de développement dans le secteur de l'exploitation forestière. C'était avant que le budget de la recherche dans ce domaine ne soit amputé de trois millions et demi de dollars dans l'exposé financier de novembre. Le gouvernement avait ensuite dit qu'il allait mettre en route un programme national d'apprentissage forestier en vue de créer des emplois pour les étudiants. Cela n'a pas été fait, monsieur le Président. Le gouvernement avait dit qu'il instituerait un programme d'exploitation forestière en territoire autochtone. Cela n'a pas été fait non plus, monsieur le Président. Il avait dit qu'il accorderait davantage de dégrèvements fiscaux au secteur de l'exploitation forestière afin de lui permettre de

mettre au point de nouvelles techniques et de nouveaux produits. C'était là une promesse qui devait rapporter cette année 60 millions de dollars à la Colombie-Britannique, mais la province n'a rien reçu. Le gouvernement avait promis dix millions de dollars de financement supplémentaire au secteur de la pêche. Les prévisions budgétaires ne font état que de 1.6 million de dollars au titre du secteur des pêches et cela, pour le Programme de mise en valeur du saumon du Pacifique. Il devait y avoir cinq millions de dollars pour le secteur agricole et cinq millions de dollars pour le Programme de mise en valeur du poisson d'eau douce. Ces promesses de financement ne se sont pas matérialisées. Le gouvernement fédéral devait accorder des prêts en vue de financer un programme volontaire de rachat d'embarcations afin de réduire la flotte de la côte ouest. Cela n'a pas été fait. En fait, la seule chose que le gouvernement ait faite fut d'imposer des droits d'usage aux pêcheurs, accroissant le total des droits de 6.3 millions de dollars dans l'exposé économique de novembre.

Qu'en est-il de ces engagements et de ces promesses, monsieur le Président? Quand le gouvernement va-t-il accoucher? Huit mois, n'est-ce pas suffisant? Jamais il n'est arrivé dans l'histoire du Parlement qu'un gouvernement ait attendu si longtemps avant de présenter un budget. Si l'on considère les promesses qu'il avait faites, on est déçu que le gouvernement fédéral n'ait pas agi plus rapidement pour venir en aide aux habitants de cette région éprouvée de la Colombie-Britannique dont le gouvernement de la province a décidé de ne pas s'occuper.

● (1540)

Pour ce qui est du secteur énergétique et minier, le gouvernement n'a pas établi, comme il l'avait promis, un régime d'imposition spécial pour les travailleurs du nord. N'avait-il pas promis d'instaurer un régime de pension transférable pour les mineurs, une question bien d'actualité en Colombie-Britannique. De même, le gouvernement n'a pas pris de mesures incitatives pour encourager la prospection des minéraux. Je pourrais continuer à vous énumérer d'autres promesses qu'il n'a pas tenues.

J'invite les députés ministériels, chaque fois qu'il est question du budget avec leurs ministres, à se rendre compte des difficultés particulières qu'éprouve la Colombie-Britannique. Les représentants élus au gouvernement provincial ont laissé en plan les citoyens de cette partie du Canada.

Le gouvernement ne cesse de répéter qu'il appartient à l'entreprise privée de créer de l'emploi. Cette assertion est peut-être vraie dans une certaine mesure pour le centre du Canada, où la récession s'est atténuée et où les entreprises sont en expansion. Mais il n'est pas question d'expansion du secteur privé dans la région atlantique ni dans la région la plus occidentale du Canada. Les PME en particulier souhaitent ardemment accroître leurs activités, mais elles en sont empêchées faute de demande pour leurs biens ou leurs services. Personne n'est prêt à sortir ses épargnes pour acheter une nouvelle voiture ou un appareil ménager, agrandir une entreprise ou monter un ranch, dans une région où le taux de chômage est le plus élevé et où la situation économique est chancelante. Cette région souffre d'une absence totale d'orientation politique, économique et sociale.

Il serait temps que le gouvernement se rende compte de ses obligations sociales à l'égard de cette région du Canada et